

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je me demandais comment les deux partis d'opposition réagiraient, en apprenant hier que l'inflation avait diminué de plus de la moitié en un an . . .

M. Stevens: C'est quand même encore deux fois plus qu'aux États-Unis!

M. Trudeau: Quand, l'an dernier, les députés d'en face et la plupart des Canadiens ne cessaient de se plaindre, à juste titre, d'un taux d'inflation trop élevé . . .

M. Stevens: Et c'était le cas.

M. Trudeau: . . . et de taux d'intérêt trop forts . . .

M. Stevens: C'était le cas également.

M. Trudeau: . . . en disant qu'il fallait les diminuer . . .

M. Stevens: C'était vrai!

M. Trudeau: . . . si nous voulions créer des emplois. Je savais qu'ils trouveraient une réponse. Je ne savais pas quels arguments ils invoqueraient, mais je savais qu'ils se garderaient bien de nous féliciter de la baisse du taux d'inflation. Il fallait trouver quelque chose et ils l'ont fait.

Une voix: Et pas très bien.

M. Trudeau: Et pas très bien, comme le dit mon collègue. Il n'en demeure pas moins que l'inflation a diminué de moitié. En effet, il y a un an, le parti conservateur et le Nouveau parti démocratique se plaignaient en disant que le taux d'inflation était supérieur à 10 p. 100 et qu'il était trop fort. Nous avons fait de gros progrès en un an. Les Canadiens peuvent en être fiers, quoi qu'en pense l'opposition.

● (1430)

M. Riis: Je remercie le premier ministre de cet éclaircissement. Pour que tout soit bien clair, le premier ministre veut nous dire que le programme des 6 et 5 p. 100 du gouvernement n'a rien eu à voir dans la baisse du taux d'inflation. Tout est bien clair, désormais.

ON DEMANDE LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE DES
PREMIERS MINISTRES

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Madame le Président, il est apparu clairement hier, dans le discours du premier ministre à la télévision que le gouvernement ne fera rien de plus pour créer de véritables emplois à long terme, car il en est manifestement incapable, mais continuera à appliquer son programme de restrictions salariales. Il invite les ministres des Finances à discuter de la question de la prolongation de ces restrictions.

Étant donné que deux millions de personnes sont encore sans emploi, d'après ce qu'il a reconnu lui-même hier soir, le premier ministre ne pense-t-il pas qu'il serait plus logique d'inviter les premiers ministres à étudier la possibilité de trouver des

emplois aux Canadiens, plutôt que de discuter de nouveaux moyens pour essayer d'imposer des restrictions aux fonctionnaires?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, il s'agit de toute évidence d'une question oratoire. Si le député s'interroge sur ce que j'ai dit hier soir, le message ne parlait pas essentiellement de restrictions mais laissait entendre que nous allons retrouver la prospérité.

Plus important encore, je disais que si nous voulions que ce mouvement vers la prospérité se poursuive, nous devons maintenir l'inflation à un bas niveau. C'est notre opinion, de ce côté de la Chambre. Si l'autre côté prétend que ce n'est pas important, que nous pouvons laisser l'inflation grimper une fois de plus, et que tout ira bien, qu'il prenne la responsabilité de cette politique. D'ailleurs ce n'est pas là la politique du nouveau chef du Parti conservateur ni, je l'espère, du chef ou nouveau chef du Nouveau parti démocratique.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Une fois de plus, je défie le Nouveau parti démocratique et je défie le parti conservateur de dire que la lutte contre l'inflation a maintenant atteint un stade où nous n'avons plus à nous en occuper et que les ministres des Finances n'ont plus à en parler. Il se peut que les partis d'opposition estiment que l'inflation a été vaincue une fois pour toutes, mais je n'en suis pas absolument certain.

LE SORT DES CHÔMEURS

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Le premier ministre devrait savoir de quoi il parle quand il dit qu'il faut poursuivre la lutte à l'inflation. Cela fait 14 ans qu'il est dans l'arène.

Mme le Président: A l'ordre. Le député commente encore une fois une réponse qui a été donnée. Les députés doivent poser leur question de but en blanc.

M. Waddell: C'est tellement tentant, Madame le Président.

Le premier ministre ne convient-il pas que le problème maintenant, c'est le chômage? Nous avons 1.5 million de chômeurs au Canada. Que me conseille-t-il de dire maintenant aux gens de la Colombie-Britannique puisqu'il refuse d'accorder un contrat de construction navale sur une base régionale? Les chantiers navals de la Colombie-Britannique n'ont plus de contrat. Et bien d'autres industries n'emploient plus personne non plus.

Pourquoi le premier ministre n'accepte-t-il pas, conformément à la suggestion du premier ministre Pawley, de convoquer une conférence des premiers ministres pour trouver des moyens de régler le problème de l'heure qui n'est certes pas l'inflation, mais le chômage?